

Burkina Faso

Rapports par pays sur les droits de l'Homme - [2004](#)

Établi par le Bureau chargé des questions de démocratie, des droits de l'Homme et du travail

28 février 2005.

Le Burkina Faso est une république parlementaire. Le Président Blaise Compaore continue à dominer le gouvernement de la Quatrième République, avec l'aide des membres de son parti, le Congrès pour la Démocratie et le Progrès (CDP), en dépit d'une avancée de l'opposition aux élections législatives de 2002. En 1998, le Président Compaore a été réélu pour un deuxième septennat moyennant 88 p. cent des suffrages exprimés. De l'avis des observateurs internationaux, le scrutin législatif de 2002 a été, en substance, libre et équitable, même si un collectif de 14 organisations non gouvernementales (ONG) locales ont fait état d'inscriptions irrégulières sur les listes électorales et de cas de votes frauduleux. Le pouvoir judiciaire a été l'objet de pressions de la part de l'exécutif et de corruption.

L'appareil de sécurité comprend les forces armées et la gendarmerie, qui sont placées sous le contrôle du ministère de la Défense ; la police nationale relève du ministère de la Sécurité et la police municipale est sous l'égide du ministère de l'Administration territoriale. La Garde présidentielle est un service de sécurité autonome, même si, à proprement parler, elle est sous la juridiction des forces armées et fait partie de l'armée de terre. Les autorités civiles ont gardé le contrôle effectif des forces de sécurité. Certains éléments des services de sécurité ont commis de graves infractions aux droits de la personne humaine.

L'économie obéit aux principes du marché ; d'après les estimations, 85 p. cent des quelque 12,2 millions de Burkinabè vivent de l'agriculture de subsistance. Au mois d'août, une invasion de criquets pèlerins a gravement entamé les récoltes de céréales dans les provinces du nord. La fréquence des sécheresses, l'insuffisance des infrastructures de télécommunications et de transport ainsi qu'un taux d'analphabétisme de 77 p. cent constituent des problèmes de longue date. Le gouvernement a poursuivi au cours de l'année une stratégie de réduction de la pauvreté qui consiste à ouvrir l'économie aux forces du marché tout en recentrant des ressources à destination des secteurs de l'enseignement et de la santé. Le produit national brut par habitant a atteint 375 \$.

En matière de défense des droits de l'Homme, le gouvernement continue à afficher de piètres performances ; si quelques améliorations sont constatées dans quelques domaines, de graves problèmes persistent. La dominance persistante qu'exercent le Président Compaore et son parti au pouvoir ont limité le droit des citoyens à changer de gouvernement. Les services de sécurité ont été responsables de l'élimination physique de personnes soupçonnées d'actes criminels ; pour autant, il y a eu moins de comptes rendus de décès de ce type que dans les années précédentes. Des éléments chargés d'assurer la sécurité continuent à torturer et à maltraiter des détenus, bien que le nombre de cas ait fléchi par rapport aux années précédentes. Les conditions de vie en milieu carcéral restent dures. Les arrestations et les détentions arbitraires posent problème et, de temps à autre, les autorités n'ont pas accordé aux prisonniers les garanties prévues en droit. L'impunité continue à poser difficulté. Contrairement à l'année passée, les pouvoirs publics n'ont pas imposé de restrictions aux médias ; toutefois, dans certains cas, des journalistes ont pratiqué l'autocensure. La police a eu

recours à la violence pour disperser manifestations et attroupements. Les actes de violence et de discrimination à l'égard des femmes, dont les mutilations génitales, la brutalité dirigée contre les enfants, le travail des mineurs et le trafic des personnes juvéniles sont autant de problèmes en instance. Les pouvoirs publics continuent à prendre des mesures pour lutter contre les mutilations sexuelles, le travail des mineurs et le trafic des personnes. La discrimination sociale à l'encontre de personnes atteintes de handicap a été généralisée. Au cours de l'année, des foules en colère ont tué ou passé à tabac des personnes soupçonnées d'agissements criminels.

RESPECT DES DROITS DE L'HOMME

Section 1 Respect de l'intégrité de la personne, y compris le droit de ne pas être victime des violations suivantes :

a. Privation arbitraire ou illégale de la vie

Il n'y a pas eu de meurtres à mobile politique imputables à l'État ou ses agents ; pour autant, des éléments de la sécurité ont été responsables de la mort de détenus et de personnes soupçonnées d'avoir commis des crimes, bien que ce nombre ait été moindre que celui de l'an passé.

Le 1^{er} février, Badolo Wango est décédé des tortures qui lui avaient été infligées à la prison de Koudougou, sise dans la province de Boulkiemde, après l'échec de sa tentative d'évasion. Quatre des gardiens de prison accusés de sa mort ont été déchus de leur poste, arrêtés et mis sous les verrous ; toutefois, ces quatre personnes ont été libérées sous caution plus tard et, en fin d'année, aucune autre action à leur encontre n'avait été prise.

Le 4 avril, le Mouvement Burkinabè pour la défense des droits de l'Homme et des peuples (MBDHP) a signalé que les services de sécurité étaient responsables du décès de deux suspects criminels non identifiés dont les corps avaient été découverts à proximité de la route menant à Tougouri, dans la province de Sanmatenga ; les victimes auraient été abattues à l'arme à feu. Le MBDHP, qui est la plus grande association nationale de défense des droits de l'Homme et qui ne ménage pas ses critiques à l'endroit du gouvernement, a exigé l'ouverture d'une enquête ; il reste qu'aucune mesure dans ce sens n'avait été prise en fin d'année.

Le 25 juillet, Pitroipa Yemdaogo est décédé après avoir été incarcéré six mois environ à la maison d'arrêt et de correction de Ouagadougou ; Yemdaogo avait été arrêté au Ghana le 25 février auparavant, étant soupçonné d'avoir participé au meurtre de trois policiers à Zaogho, sis dans la province de Kouritenga, ce qui lui avait valu d'être rapatrié. En fin d'année, les autorités n'avaient toujours pas avancé de raison officielle pour le décès de Yemdaogo ; néanmoins, quelques ONG de défense des droits humains soupçonnent que sa mort est le résultat de mauvais traitements.

Aucune mesure n'a été prise dans le courant de l'année à l'encontre des services de sécurité que l'on croit responsables de l'exécution, en 2003, de 6 hommes à Godin, dans la province de Boulkiemde et de 12 hommes à Fada N'Gourma, ou du meurtre, en 2003, de 18 suspects criminels ou de 4 personnes décédées dans des circonstances suspectes après avoir été incarcérées ou être entrées en contact avec des éléments de la sécurité.

Aucun nouveau développement n'est intervenu dans l'une quelconque des affaires de meurtres par des services de sécurité, en 2002.

Le 22 juin, s'est ouvert le procès du meurtre de Mamadou Kone, tué en 1999 par la police à Banfora, sis dans la province de Camoe, lequel a été abattu après avoir frappé deux policiers au cours d'une tentative d'évasion. Dabila Ouattara, l'un des policiers accusés dans l'affaire, a été acquitté ; toutefois, le tribunal a ordonné à l'État de régler à la famille de Kona la somme de 100,3 millions de F CFA (soit quelque 176 000 \$), à titre d'indemnisation.

La violence sociétale s'est soldée par plusieurs décès au fil de l'année. Le 30 avril, un différend qui opposait les résidents de la circonscription Sigle et du village de Tiemnore, dans la province de Boulkiemde, a entraîné la mort d'Urbain Sibnoaga Gansore, de la commune de Sigle. Par la suite, la police a accusé Arsene Kabore du village de Tiemnore de ce meurtre et l'a placé en détention. Pour venger le meurtre de Gansore, les résidents de Sigle ont pillé le commissariat de police et battu Kabore à mort. La police a arrêté et placé en détention dix personnes qui ont été ensuite libérées sous caution, dans l'attente de l'ouverture de leur procès, en fin d'année.

Le 29 et le 30 juin, un conflit d'usage des terres opposant les agriculteurs Gourmantche et les éleveurs Fulani du village de Balere s'est soldé par le décès de 10 éleveurs de bétail Fulani ; 15 agriculteurs environ des ethnies Gourmantche et Zaosse ont été arrêtés et une enquête était en cours en fin d'année. Traditionnellement, les agriculteurs accusent les éleveurs de détruire des terres arables qui se font rares.

Le 30 novembre et le 1^{er} décembre, dans la circonscription de Po, un autre différend concernant l'usage du territoire entre les agriculteurs Kassena de l'ethnie Gourunsi et les éleveurs Fulani ont entraîné la mort d'un éleveur, en ont blessé un autre et provoqué le déplacement de centaines de Fulani ainsi que la destruction de leurs maisons et autres biens. La police a arrêté 15 agriculteurs Kassena qui attendaient d'être jugés en fin d'année. Il n'y a pas eu d'aboutissement dans l'enquête ouverte sur le meurtre, en 2003, d'Assami Tonde, qui aurait foulé un sol sacré avant le début d'une cérémonie traditionnelle ; Tonde aurait été battu à mort par les serviteurs de Naaba Kiiba de Yatenga, un chef traditionnel. Aucun développement supplémentaire n'a été signalé.

b. Disparitions

Il n'y a pas eu de comptes rendus de disparitions à mobile politique.

c. Torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants

La loi prohibe de telles pratiques ; pour autant des éléments des services de sécurité ont continué à maltraiter des personnes et il n'est pas rare que des suspects aient été l'objet de passages à tabac, de menaces, voire dans certains cas victimes de tortures pour leur extorquer des aveux. Les mauvais traitements infligés par ces agents de la force publique ont entraîné des décès (cf. Section 1.a.).

D'après ce que l'on sait, l'État n'a pris aucune mesure disciplinaire à l'encontre des personnes responsables de ces sévices et le climat d'impunité que les pouvoirs publics ont créé en ne poursuivant pas les auteurs de ces exactions devant la justice reste le plus grand obstacle à l'arrêt de ces abus.

Le 6 juin, des policiers ont arrêté et ont fait se dévêtir complètement 11 habitants de Yako, sis dans la province de Passore, puis les ont frappés avec des matraques en caoutchouc, au motif qu'ils auraient incité des émeutes et attaqué un détenu dans la prison de Yalo ; ces 11 personnes ont ensuite été libérées sous caution. En fin d'année, aucune mesure n'avait été prise à l'encontre de la police.

Des policiers ont frappé des personnes à l'occasion de manifestations (cf. Section 2.b.).

Aucun élément nouveau n'a été mis au jour dans l'affaire de 2002 où des soldats avaient battu des policiers et des civils dans la ville de Kaya.

Les conditions de vie carcérales ont été dures, de nature à compromettre la vie humaine. La prison fédérale de Bobo-Dioulasso, dont la construction date de 1947, abrite quelque 900 prisonniers alors qu'elle a été conçue pour n'en recevoir même pas la moitié. Le régime alimentaire en prison est de piètre qualité et, dans bien des cas, les détenus dépendent du complément de nourriture que leur procurent leurs proches. La prison dispose de locaux séparés pour les hommes, les femmes et les enfants ainsi que pour les détenus très en vue ; pour autant, ces installations étaient généralement surpeuplées et composées de salles collectives plutôt que de cellules individuelles. D'ordinaire, les personnes en détention préventive n'étaient pas logées dans des locaux distincts des prisonniers reconnus coupables.

Les visites de prisonniers ont été accordées selon le bon vouloir des autorités pénitentiaires ; toutefois, en général, ces permissions étaient accordées sans nécessité d'avis préalable. Des observateurs ont visité des prisons dans le courant de l'année.

Maintes organisations de défense des droits de l'Homme et le Comité international de la Croix-Rouge ont été autorisés à visiter les 16 détenus accusés d'avoir participé à une tentative présumée de coup d'état en octobre 2003 (cf. Section 1.e.).

d. Cas d'arrestations ou de détentions arbitraires

La Constitution prohibe l'arrestation et la détention arbitraires ; pour autant, les pouvoirs publics n'ont pas observé ces interdictions dans la pratique.

La police nationale, qui relève du ministère de la Sécurité, et la police municipale, dont l'organe de tutelle est le ministère de l'Administration territoriale, sont les deux instances qui sont chargées d'assurer la sécurité publique ; des gendarmes responsables devant le ministère de la Défense assument aussi certains aspects de la sécurité publique. La corruption est très répandue, surtout dans les premiers échelons de la police. Un Comité de lutte contre la corruption s'occupe en continu de remédier aux pratiques de corruption au sein des effectifs de police.

La Constitution prévoit le droit, d'une part, d'être informé sans tarder des griefs retenus à son endroit et, d'autre part, d'avoir accès à un avocat lorsqu'un détenu est déféré à un juge ; toutefois, les autorités n'ont pas veillé au respect de la procédure de droit. La loi limite la détention aux fins d'enquête, sans dépôt de chefs d'accusation, à un délai maximum de 72 heures qui peut être prolongé d'une seule tranche de 48 heures ; pour autant, la police a rarement observé ces dispositions dans la pratique. La durée moyenne de détention sans chef d'accusation a été d'une semaine et la loi permet au juge d'imposer un nombre illimité de périodes de détention, par tranches de 6 mois. Il n'est pas rare que les détenus sans accès à un avocat aient été emprisonnés des semaines ou des mois de suite avant de comparaître devant un magistrat. Dans certains cas, les prisonniers sont restés en prison, sans avoir été accusés ou jugés, pendant une durée supérieure à la peine maximale qu'ils auraient encourue s'ils avaient été reconnus coupables du délit présumé. Il existe un régime de libération conditionnelle avant jugement ; toutefois, l'on ne sait à quelle fréquence il y est fait recours.

Le 28 septembre, la police a détenu le dirigeant de l'opposition Herman Yameogo, son cousin et assistant politique Noel Yameogo à leur arrivée à l'aéroport de Ouagadougou, à l'issue d'un voyage dans plusieurs pays voisins. Le gouvernement, qui a accusé les deux hommes de fournir de fausses informations à la Mauritanie, à la Côte d'Ivoire, à la

Guinée et à l'ONG Reporters sans frontières a fait relâcher Herman Yameogo par la suite, non sans lui avoir confisqué son passeport diplomatique et l'avoir menacé de le priver de son immunité parlementaire. Le 7 octobre, le ministère public a mis en examen Noël Yameogo pour trahison et au motif qu'il constitue « une menace à la sûreté de l'État » ; en fin d'année, il était toujours en prison dans l'attente de son jugement. Le 2 décembre, soit la veille du jour où Yameogo allait contester le bien-fondé de la confiscation de son passeport au tribunal, l'administration lui rendait sa pièce d'identité.

La police a procédé à l'arrestation arbitraire d'un journaliste et mis en détention des manifestants dans le courant de l'année (cf. Sections 2.a. and 2.b.).

Le 6 avril, 13 des 17 militaires et civils détenus pour leur participation dans la tentative de coup d'état d'octobre 2003 ont comparu devant la justice (cf. Section 1.e.).

e. Refus de respecter le droit à un procès public et équitable

La Constitution prévoit l'existence d'un pouvoir judiciaire indépendant ; pour autant, dans la pratique, les juges sont en butte à l'influence de l'exécutif. Le Président jouit de pouvoirs étendus de nominations, entre autres prérogatives judiciaires. La Constitution stipule que le chef de l'État est aussi le président du Conseil supérieur de la magistrature qui peut nommer et limoger des magistrats de haut niveau et passer en revue les décisions d'un juge particulier.

Au nombre des faiblesses intrinsèques du système judiciaire, citons : l'amovibilité des juges, l'obsolescence des codes de droit, l'insuffisance du nombre des tribunaux, le manque de moyens financiers et humains ainsi que le coût prohibitif de la procédure judiciaire.

Quatre tribunaux d'instance supérieure rendent la justice : la Cour suprême d'appel, le Conseil d'État, la Cour des Comptes et le Conseil constitutionnel. En dessous se trouvent deux cours d'appel et 18 tribunaux de province. Le pays compte aussi une Haute Cour de justice qui a compétence pour juger le Président et les hauts membres du gouvernement pour trahison et autres crimes graves. Le 8 septembre, l'Assemblée nationale a adopté une loi portant création d'un tribunal chargé de juger les personnes de moins de 18 ans accusées de crime grave ou de délit mineur en qualité de mineur et non d'adulte. Le système de tribunaux militaires, qui ne juge que des affaires du ressort de l'armée, est sujet à l'influence de l'exécutif.

La Constitution prévoit le droit à un procès public, l'accès à un avocat, la présomption d'innocence et contient des dispositions en matière de caution et d'appel. Si, dans l'ensemble, il y a respect de ces droits, la faculté pour les citoyens d'être jugés de manière équitable est entamée par leur ignorance de la loi et le manque continu de magistrats.

Le 6 avril, 13 des 17 accusés militaires et civils détenus en liaison avec la tentative de coup d'état d'octobre 2003 ont comparus devant la justice ; 4 d'entre eux ont été reconnus coupables et condamnés à une peine d'emprisonnement de 5 à 10 ans ; 3 ont reçu des peines de réclusion avec sursis comprises entre un et deux ans, et les 6 autres ont été acquittés. Plusieurs des mis en examen sont revenus sur leurs aveux au cours du procès, au motif qu'ils avaient été battus et contraints de signer leurs dépositions. Le MBDHP et d'autres associations de défense des droits de l'Homme qui avaient rendu visite aux accusés en détention préventive avant le procès avaient signalé que les mis en examen étaient bien traités.

Outre le système judiciaire formel, des tribunaux de droit coutumier ou des cours de justice traditionnelle, placés sous l'égide des chefs de village, entendent bien des affaires de difficultés de voisinage ou de village, notamment des demandes en divorce ainsi que des différends de succession. En général, les citoyens respectent leurs décisions mais ont aussi le droit de porter leur affaire devant un tribunal formel.

Il n'y a pas eu de comptes rendus de personnes emprisonnées pour mobile politique.

f. Ingérence arbitraire dans la vie privée, la famille, le foyer ou la correspondance

La Constitution prohibe de telles pratiques et, dans l'ensemble, les pouvoirs publics ont respecté ces interdits. Pour autant, dans les affaires touchant à la sécurité nationale, une loi permet la surveillance, la perquisition et la mise sur écoute des téléphones ainsi que le contrôle de la correspondance privée, sans obligation d'obtenir mandat. De par la loi et en temps normal, un domicile ne peut être visé par une perquisition que sur délivrance d'un mandat émanant du Garde des Sceaux.

Section 2 Respect des libertés publiques, en particulier :

a. Liberté de parole et liberté de presse

La Constitution et la loi prévoient la liberté de parole et la liberté de presse ; il reste que, de temps à autre, les pouvoirs publics ont limité ces droits et poussé des journalistes à pratiquer l'autocensure en les intimidant. Le Président et son gouvernement sont restés sensibles aux critiques. Un journaliste accusé de propos calomnieux est en droit de se défendre au tribunal en présentant des preuves à l'appui de ses allégations. La presse indépendante, en particulier la presse écrite, a continué à exercer son droit de liberté dans une plus large mesure. Les pouvoirs publics n'ont pas porté atteinte à la liberté universitaire.

Les médias officiels, dont le quotidien *Sidwaya*, ainsi que la radio et la télévision nationales, ont affiché un parti pris en faveur du gouvernement. La presse indépendante se compose de trois quotidiens et de quelque douze revues hebdomadaires ; certains journaux ne sont parus qu'à titre occasionnel. Il existe dans le pays maintes stations de radio et trois stations de télévision indépendantes. Certains de ces médias se sont montrés critiques à l'égard du gouvernement. Les stations de radio étrangères diffusent leurs émissions sans ingérence de l'État.

Tous les médias sont assujettis à la supervision administrative et technique du ministère de l'Information. Les médias audiovisuels obéissent, de plus, à la réglementation du Conseil supérieur de l'Information, qui dépend du Bureau présidentiel et fait montre d'une indépendance limitée.

Les stations de radio et de télévision privées et indépendantes sont assujetties à une réglementation. Une station de radio engage sa responsabilité si, au cours d'une émission prévoyant des appels téléphoniques en direct, les intervenants menacent l'ordre public ou compromettent les droits d'un tiers.

Presse Dimanche, qui était une émission populaire de commentaires à la télévision, a cessé ses activités en novembre 2003, à la demande du ministre de l'Information semble-t-il, et n'a pas repris l'antenne dans le courant de l'année.

En dépit d'une certaine autocensure, des journaux et des stations de radio indépendants ont souvent critiqué le gouvernement, rendu compte d'allégations de corruption et de mauvaise gestion au sein de la fonction publique et accusé l'État d'infractions aux droits de l'Homme. Par ailleurs, des médias indépendants ont aussi repris les critiques de l'opposition et des associations de défense des droits humains face au manque de

volonté officielle d'enquêter sur des violations des droits de l'Homme et de poursuivre leurs auteurs devant la justice.

Le 5 novembre, des policiers ont arrêté le journaliste et militant de l'opposition Mathieu N'Do alors qu'il revenait d'une mission de reportage en Côte d'Ivoire. N'Do, qui a été détenu aux fins d'interrogatoire pendant 6 jours au siège de la police chargée du contrôle anti-émeutes, était accusé d'avoir eu des contacts étroits avec le Président de Côte d'Ivoire ; pour autant, aucun chef d'accusation n'a été retenu contre lui à sa libération.

Les pouvoirs publics n'ont pas restreint l'accès à l'Internet.

b. Droit de réunion pacifique et d'association

La Constitution prévoit la liberté d'association ; il reste que, dans certains cas, les pouvoirs publics ont limité ce droit dans la pratique.

Les partis politiques et les syndicats ont été autorisés à tenir des réunions et à organiser des rassemblements sans solliciter la permission de l'administration. Pour autant, la loi exige aussi qu'il soit donné préavis aux autorités avant la tenue d'une manifestation et elle permet à l'administration d'interdire un rassemblement au motif qu'il y a nécessité de protéger l'ordre public. La sanction en cas d'infraction à la prescription de préavis prévoit, entre autres, 2 à 5 ans d'emprisonnement. Il faut obtenir un permis auprès des autorités municipales pour organiser un rassemblement politique, requête qu'elles sont en droit de modifier ou de refuser pour des raisons de sûreté publique. Le refus ou la modification de la demande de rassemblement peuvent être contestés devant le tribunal.

Le 12 février, la police a encerclé un groupe de commerçants qui s'étaient rassemblés pour discuter des plans des pouvoirs publics visant à les déplacer du marché situé dans le centre-ville de Ouagadougou, qui avait été détruit lors d'un incendie, à destination d'une banlieue de la capitale, où les affaires n'étaient pas aussi rentables. La police a tiré directement dans la foule à l'aide de fusils de chasse, jeté des gaz lacrymogènes et aussi frappé des personnes à coup de matraques en caoutchouc. D'après les estimations, il y a eu dix blessés, dont un homme qu'il a fallu amputer d'un pied, mutilé par un tir de chevrotine. Le lendemain 13 février, des commerçants et des jeunes chômeurs ripostaient à l'agression en érigeant des barrages routiers, en brûlant des automobiles et des autocars et en attaquant des entreprises et biens étrangers ; là encore, les agents de police ont eu recours au fusil de chasse et au gaz lacrymogène pour disperser les manifestants. Au total, 75 personnes ont été arrêtées puis relâchées. Dans le souci de justifier les actions prises par la police, le maire de Ouagadougou a déclaré qu'il n'avait pas autorisé les commerçants à se rassembler. En fin d'année, aucune action n'avait été prise à l'encontre de la police.

Le 1^{er} mai, Konde Hakani Elizabeth, maire de la ville de Dedougou, sise dans la province de Mouhoun, a cantonné le déroulement d'une manifestation pacifique organisée par un syndicat à l'extérieur de la cité. Le maire a déclaré qu'elle n'avait reçu aucune demande de permis aux fins de défilé ; or le syndicat a déclaré avoir envoyé la demande le 28 avril.

La Constitution prévoit la liberté d'association et, en général, les pouvoirs publics ont respecté ce droit dans la pratique. Partis politiques et syndicats ont été autorisés à s'organiser sans avoir à demander la permission de l'administration.

c. Liberté de religion

La Constitution prévoit la liberté de religion et, en général, les pouvoirs publics ont respecté ce droit dans la pratique.

L'administration a exigé que les groupes religieux s'inscrivent auprès du ministère de l'Administration territoriale. Il n'y a pas eu de sanctions en cas de manquement à cette obligation. Tous les groupes ont bénéficié du même accès au permis et l'administration a approuvé les demandes d'inscription à titre d'usage.

Pour une discussion plus fouillée, cf. le [Rapport international sur les libertés religieuses de 2004](#).

d. Droit de circuler librement dans le pays, à l'étranger, droit d'émigration et de rapatriement

La Constitution prévoit ces droits et, en général, les pouvoirs publics ont respecté ces prérogatives dans la pratique. À titre régulier, des gendarmes et des agents de police ont arrêté des voyageurs pour effectuer des contrôles d'identité et leur imposer le paiement de péages routiers. Des douaniers ont arrêté des personnes en déplacement aux fins de contrôle. Dans le courant de l'année, l'administration a confisqué le passeport d'un dirigeant politique (cf. Section 1.d.).

La loi prohibe l'exil forcé, une mesure à laquelle l'administration n'a pas eu recours.

La loi prévoit l'octroi du droit d'asile ou du statut de réfugié conformément aux termes de la Convention de 1951 de l'ONU relative au statut des réfugiés ou à son Protocole de 1967 et les pouvoirs publics ont mis en place un régime de protection de ces personnes. Dans la pratique, l'administration a assuré la protection des personnes contre le refoulement, leur retour dans un pays où elles seraient victimes de persécution et a octroyé statut de réfugiés ou droit d'asile. Les pouvoirs publics ont coopéré avec le bureau du Haut commissariat des Nations unies pour les Réfugiés (HCRNU) et d'autres organisations d'aide humanitaire aux fins de porter secours aux réfugiés et demandeurs d'asile. L'État a également assuré la protection temporaire de personnes qui pourraient ne pas remplir les conditions requises du réfugié en vertu de la Convention de 1951 et du Protocole de 1967. L'on a recensé 465 personnes ayant le statut de réfugiés et 549 demandeurs d'asile résidant dans le pays. La plupart d'entre eux étaient des ressortissants de Côte d'Ivoire, du Rwanda, du Burundi, de la République démocratique du Congo et de la République du Congo ; d'autres étaient des citoyens du Tchad et du Liberia. Presque tous les réfugiés et demandeurs d'asile vivaient à Ouagadougou.

Dans le courant de l'année, la Commission nationale pour les réfugiés, créée par les pouvoirs publics, et le HCR de l'ONU ont poursuivi leurs efforts pour répondre aux besoins des réfugiés. Certains réfugiés ont demandé au HCR de les envoyer dans des pays tiers ; en fin d'année, ces demandes étaient encore en cours d'évaluation.

En dépit d'une montée de la violence en Côte d'Ivoire, l'on a dénombré moins de rapatriements volontaires de ressortissants Burkinabè de Côte d'Ivoire que les années précédentes. Des Burkinabè de retour au pays ont rendu compte de mauvais traitements, de harcèlement et d'extorsion de la part de policiers ivoiriens.

Section 3 Respect des droits politiques : droit des citoyens de changer de gouvernement

La Constitution stipule que les citoyens ont le droit de changer de gouvernement par la voie pacifique, par le biais d'élections multipartites ; pour autant, en pratique, les citoyens n'ont pas été capables d'exercer ce droit pleinement en raison de la dominance continue du Président et de son parti au pouvoir. Aux élections présidentielles, le

Président Compaore a remporté 88 p. cent des voix ; 56 p. cent des électeurs inscrits sont allés aux urnes. Les deux candidats qui étaient en lice avec le Président n'ont assuré qu'une opposition de façade et auraient été persuadés par le gouvernement de briguer la présidence pour contribuer à créer l'image d'un scrutin concurrentiel. Des observateurs nationaux ont relevé plusieurs faiblesses intrinsèques dans le code électoral qui s'opposent à un vote complètement régulier et transparent et une coalition représentant plusieurs partis de l'opposition a boycotté les élections. Toutefois, aucun des deux candidats se présentant contre le Président Compaore n'a contesté les résultats.

Le gouvernement Compaore comprend une présidence forte, un Premier ministre, un cabinet ministériel placé sous l'égide du Président, un Parlement monocaméral (bicaméral, par le passé) et un pouvoir judiciaire. L'Assemblée nationale a été indépendante mais est restée sujette à l'influence de l'exécutif. Le cabinet ministériel comprend quatre membres de petits partis d'opposition qui, en général, soutiennent la formation au pouvoir ; pour autant, le grand bloc d'opposition, le Groupe du 14 février (ou G-14) a refusé de se joindre au cabinet ministériel.

En 2001, la Constitution a été amendée de sorte que le mandat présidentiel est désormais de cinq ans et renouvelable une fois à partir de 2005. La disposition n'est pas rétroactive et l'Assemblée nationale a déterminé qu'elle ne pouvait s'appliquer rétroactivement au Président Compaore. Avant d'être amendée, la Constitution permettait au Président de briguer son poste à nouveau, sans limite du nombre de mandats.

La Commission électorale nationale indépendante (CENI), qui est financée par l'État est entièrement responsable de la gestion de son budget et est la seule organisation chargée de surveiller le déroulement des élections et des référendums. Cinq représentants de partis d'opposition, dont la coalition G-14, siègent à la CENI, en plus des cinq représentants des partis progouvernementaux (dont le CDP) et cinq représentants de la société civile.

En 2002, le gouvernement a organisé des élections parlementaires. Pour la première fois dans l'histoire du pays, plusieurs partis politiques, dont des formations d'opposition, ont participé à ce scrutin. Le CDP, parti au pouvoir, a remporté 57 des 111 sièges au Parlement. Les partis d'opposition qui s'étaient unifiés pour se mesurer dans ce scrutin ont gagné 54 sièges. De l'avis d'observateurs nationaux, ces élections ont été, dans l'ensemble, libres et équitables. Des observateurs indépendants ont jugé que la CENI s'était généralement comportée de façon impartiale pendant les élections.

Suite au scrutin législatif de mai 2002, le gouvernement a subi une restructuration et le protocole de 2000, qui cédait un tiers des postes ministériels à l'opposition et avait été signé par le Premier ministre et l'opposition, a été déclaré nul et non avenue par le parti au pouvoir.

Sur les 31 membres du cabinet, 4 sont des ministres de partis autres que le CDP au pouvoir. Tous les maires du pays, à l'exception d'un seul, sont des membres du CDP ; la plupart des responsables de province nommés étaient membres du CDP, tout comme la majorité des chefs traditionnels.

L'adhésion au CDP a conféré des avantages, particulièrement aux hommes d'affaires et aux négociants en lice dans les appels d'offres.

Le 27 avril, l'Assemblée nationale a adopté un projet de loi controversé qui révisé le code électoral par le biais de diverses mesures, dont le redécoupage des

circonscriptions. Le CDP a affirmé que la loi corrigerait des déséquilibres du régime précédent ; pour autant, des partis d'opposition, qui ont boycotté la session du 27 avril, ont argué que la loi était conçue pour abroger les réformes qui avaient facilité une forte avancée de l'opposition au scrutin législatif de mai 2002. La plupart des observateurs estiment que les changements favoriseraient les partis plus grands et mieux organisés.

Dans le courant de l'année, les pouvoirs publics ont poursuivi les efforts déployés en vue de réduire la corruption des responsables, qui a posé un grave problème. En janvier, la Haute autorité de coordination de la lutte contre la corruption a publié un rapport citant de nombreux cas de corruption au sein du gouvernement et de la société civile. Il reste qu'aucun responsable corrompu n'a été traduit en justice au cours de l'année.

Aucune loi ne prévoit le droit du public à accéder à des informations de l'État ; toutefois, en général, les ministères publient des documents qui ne revêtent pas de caractère sensible.

Douze femmes siègent à l'Assemblée nationale qui compte 111 députés, 3 femmes font partie du cabinet ministériel qui est composé de 31 membres et 4 femmes siègent à la Cour suprême. Le cabinet ministériel compte 17 membres appartenant à des minorités, l'Assemblée nationale 61.

Section 4 Attitude du gouvernement envers les enquêtes internationales et non gouvernementales concernant des violations alléguées des droits de l'Homme.

Plusieurs associations de défense des droits de l'Homme opèrent, dans l'ensemble, sans restriction de la part de l'administration, menant enquête et publiant leurs conclusions sur des affaires de droits humains. Les responsables du gouvernement ont été assez coopératifs et à l'écoute de leurs vues.

L'administration a permis à des associations internationales des droits de l'Homme de visiter le pays et d'y opérer. Le MBDHP est affilié à l'Union interafricaine des droits de l'Homme.

L'administration n'a pas daigné honorer maintes demandes d'information émanant de l'Union africaine sur des allégations de violations des droits de l'Homme qui auraient eu lieu entre 1983 et 1997. Le ministère public n'a pas traduit en justice les auteurs de ces infractions ; pour autant, en 2002, l'administration a établi un fonds de 9 millions de dollars en vue d'indemniser les familles des victimes de violence politique. En fin d'année, l'administration avait distribué plus de 3,99 milliards F CFA de ce fonds (soit 7 millions \$).

Le 22 août, une Commission d'enquête indépendante de l'ONU est arrivée dans le pays en vue d'enquêter sur des violations des droits de l'homme en Côte d'Ivoire. L'équipe composée de cinq membres a également rencontré quelques-uns des 350 000 citoyens du pays qui étaient rentrés de Côte d'Ivoire depuis le mois de septembre 2002 ; nombreux sont ceux qui ont affirmé avoir subi des mauvais traitements.

La Commission nationale des droits de l'Homme fait office de cadre permanent de dialogue sur ces préoccupations. Les membres de cette Commission sont des représentants d'ONG luttant pour la défense des droits humains, de syndicats, des fonctionnaires et des porte-parole d'associations professionnelles. Le MBDHP, qui ne siège pas à cette instance, affirme que la Commission a été créée pour saper les associations de défense des droits de l'Homme qui critiquent le gouvernement ; pour autant, aucun signe manifeste d'une telle ingérence n'a pas relevé.

Dans le courant de l'année, le gouvernement a pris plusieurs mesures destinées à promouvoir les droits de la personne humaine. Le 4 juin, le ministère pour la promotion des droits humains, qui a été établi en 2002, a ouvert un centre d'information à Bobo-Dioulasso, la deuxième plus grande ville du pays. Entre le 17 et le 18 juin, le ministère a organisé un atelier pédagogique à l'intention des 34 membres de la Commission sur les principes des droits de l'Homme ainsi que sur les rôles de l'ONU et des ONG régionales dans la protection de ces prérogatives. Le 16 août, la Commission a tenu une conférence sur les moyens de prévenir les décès en prison à Bobo-Dioulasso.

Section 5 Discrimination, violences sociétales et trafic des personnes

La Constitution prohibe la discrimination fondée sur la race, l'ethnie, le sexe, l'invalidité et la fortune et la naissance ; il reste que l'État a été incapable de faire observer cet interdit de manière probante. La discrimination à l'encontre des femmes et des personnes handicapées a continué à poser problème. Divers groupes ethniques sont représentés dans les cercles proches du pouvoir et les décisions du gouvernement n'ont pas favorisé un groupe par rapport à un autre.

Droits des femmes

La violence familiale dirigée à l'encontre des femmes, tout particulièrement les voies de fait à leur encontre, s'est fréquemment produite. Aucune loi ne protège expressément les femmes de la violence familiale. D'ordinaire, les affaires de coups infligés à épouse sont traitées par le biais des pratiques et du droit coutumiers. Il n'y avait pas de chiffres concernant le viol, même s'il est reconnu comme crime. Le viol par époux n'a pas été discuté. Il existe des organisations qui prodiguent des conseils aux victimes de viol, notamment les missions catholiques et protestantes, l'Association des Femmes juristes du Burkina, le MBDHP, l'Association des femmes et Promofemmes – un réseau régional qui lutte contre la violence à l'égard des femmes. Le gouvernement a essayé de modifier les attitudes vis-à-vis des femmes, par voie d'éducation via les médias.

Les mutilations sexuelles féminines (MSF) sont très courantes, surtout dans maintes régions rurales et pratiquées généralement en bas âge. Jusqu'à 70 p. cent des filles et des femmes ont subi cette procédure ; pour autant, le gouvernement a montré sa volonté d'éradiquer les MSF par l'éducation et le Comité national de lutte contre l'excision a signalé que l'incidence de cette pratique a reculé de 40 p. cent environ depuis 1990. Les MSF sont un crime assorti de sanctions sévères pour ceux qui s'adonnent à sa pratique. Le coupable est passible d'une peine d'emprisonnement de 6 mois à 3 ans et d'une amende non négligeable.

Dans le courant de l'année, les pouvoirs publics ont arrêté et jugé plusieurs femmes pour pratique de MSF. Le 21 janvier, la police a arrêté Yiere Mamou Berte pour avoir effectué des MSF sur 41 fillettes du village de Sefina sis dans la province de Kenedougou ; en fin d'année, Berte était en prison dans l'attente de son procès. Le 4 février, Mariam Kone a reçu une peine de prison avec sursis de 12 mois pour avoir pratiqué des MSF sur huit jeunes filles vivant dans la province de Banwa. Le 16 août, la police a arrêté une femme à Ouagadougou qui avait excisé 12 fillettes âgées de 2 à 12 ans ; l'arrestation suscita beaucoup d'attention médiatique, le public étant scandalisé que la pratique perdure encore en région métropolitaine.

La loi ne prohibe pas expressément la prostitution ; toutefois, le proxénétisme et la sollicitation aux fins de prostitution sont interdits.

La scarification des visages des garçons tout comme des filles de certains groupes ethniques disparaît petit à petit.

Il y a eu quelques comptes rendus épars de trafic de femmes (cf. Section 5, Trafic).

Le Code pénal interdit en termes explicites le harcèlement sexuel ; pour autant, ce type de harcèlement a été courant.

La loi prohibe le mariage forcé, un délit que le Code pénal punit de peines expresses. La polygamie est permise mais les deux parties doivent y consentir avant le mariage et la femme garde le pouvoir de s'opposer à d'autres unions à condition d'apporter les preuves que l'époux l'a abandonnée ainsi que ses enfants. Chacun des deux époux peut faire une demande en divorce ; la garde des enfants est accordée à l'un ou à l'autre parent, compte tenu des intérêts bien compris des enfants.

Si la loi stipule l'égalité de droits pour les femmes en ce qui concerne la propriété et quelques droits de succession compte tenu d'autres relations de famille, en pratique, le droit coutumier empêche les femmes d'être propriétaires de biens, notamment de biens fonciers. En région rurale, la terre appartient à la famille de l'homme auquel une femme est mariée. Or, ce sont les femmes qui assument l'essentiel du travail agricole de subsistance. Le droit coutumier ne reconnaît pas de droit d'héritage à la femme et la considère comme un bien dont on peut hériter à la mort du mari.

Il n'y a pas de disposition constitutionnelle ou de loi expresse protégeant les femmes, qui ont donc été en butte à une discrimination marquée. En général, les femmes continuent à occuper une position subalterne et à être l'objet de discrimination dans des domaines comme l'enseignement, l'emploi, la propriété et les droits de la famille. Globalement, les femmes représentent 45 p. cent de la population active. Dans le secteur moderne, elles représentent un quart de la fonction publique bien que d'ordinaire on les trouve à des postes à plus faible rémunération. Le ministère de la Promotion féminine a énergiquement promu les droits de la femme au cours de l'année ; le ministre est une femme. Par ailleurs, le gouvernement a lancé des activités génératrices de revenus pour les femmes pendant l'année, notamment dans les domaines de la confection, de la production de beurre de karité et de savon.

Plusieurs ONG militent activement en faveur des droits des femmes, dont Femmes, Droit et Développement en Afrique, l'Association des Femmes Juristes du Burkina, l'Association des Femmes élues du Burkina, la Coalition burkinabè pour les droits de la Femme et l'Association Kebayina des Femmes du Burkina Faso.

Situation des enfants

La Constitution protège théoriquement les droits des enfants. Les pouvoirs publics ont apporté la preuve de leur engagement à améliorer le sort des enfants en poursuivant les efforts qui sont menés en coopération avec les bailleurs de fonds en vue de redonner de l'élan aux soins de santé primaire, notamment en privilégiant les soins aux mères allaitantes et aux nouveaux-nés, les campagnes de vaccination contre la rougeole, la méningite et autres maladies et l'éducation en matière de santé.

Le gouvernement a alloué un quart environ du budget national à l'enseignement et la loi prévoit l'enseignement obligatoire gratuit ; toutefois l'État manque de moyens pour assurer un enseignement primaire gratuit, en faveur de tous. Lorsqu'un enfant remplit les conditions requises, en termes de notes et de statut social (à savoir, si sa famille est "démunie"), il peut continuer ses études gratuitement au collège puis au lycée. Il reste que les fournitures scolaires sont à la charge de l'écolier et, par ailleurs, bien des familles ne peuvent se permettre de perdre le travail de l'enfant dans les champs ou en d'autres qualités rémunératrices ; le résultat est que le taux d'inscription scolaire global a atteint 52 p. cent environ (46 p. cent pour les filles). Les pouvoirs publics ont pris des

mesures en vue de promouvoir l'enseignement primaire pour les filles en encourageant les bailleurs de fonds à débloquer des bourses, les programmes de repas à l'école et les campagnes d'information en vue de modifier les attitudes de la société envers l'instruction des filles. Celles-ci ont représenté un peu plus du tiers de la population totale d'élèves dans les écoles primaires. En milieu rural, le pourcentage d'écolières a affiché un chiffre inférieur encore à celui enregistré en ville, et, dans les campagnes, le taux d'analphabétisme des filles a atteint jusqu'à 95 p. cent. Le taux d'alphabétisme masculin était environ de 32 p. cent contre 15 p. cent chez les filles et femmes.

La loi prohibe la maltraitance des enfants jusqu'à l'âge de 15 ans et prescrit le châtiment des coupables. Le 3 mars, le tribunal de Koudougou, sis dans la province de Boulkiemde, a condamné Pauline Ouoba et son mari Saidou Pandamba respectivement à 6 mois d'emprisonnement et à 12 mois de prison avec sursis pour avoir gravement frappé leur enfant adopté âgé de 12 ans.

Les MSF ont couramment été pratiquées sur des fillettes (cf. Section 5, Droits des femmes).

Le trafic des enfants a posé problème (cf. Section 5, Trafic des personnes).

Trafic des personnes

La Constitution prohibe expressément l'esclavage, les traitements inhumains et la maltraitance des enfants et des adultes. Par ailleurs, le Code pénal interdit l'enlèvement, la violence et les mauvais traitements aux enfants ; pour autant, le pays a été une source, un lieu de transit et un point de destination de personnes objets de trafic à l'échelle internationale, enfants compris. En mai 2003, l'Assemblée nationale a adopté une loi de lutte contre ce trafic qui punit le trafiquant d'enfants d'une peine comprise entre un et dix ans d'emprisonnement et d'une amende allant de 2 99 250 F CFA (525 \$) à 1,5 million de F CFQ (2 600 \$) ; toutefois, la loi n'était pas entrée en application en fin d'année. L'exploitation sexuelle des enfants a posé problème.

Dans le courant de l'année, 25 trafiquants d'enfants ont été arrêtés : en fin d'année, 16 d'entre eux avaient été condamnés à la prison, 3 étaient en instance de jugement et 6 était détenus dans l'attente de leur procès.

Le ministère des Affaires sociales et le Directoire de la santé au travail et de la sécurité au travail, la Division chargée du travail des enfants et de la répression de leur trafic au ministère du Travail sont les instances chargées de mettre en œuvre et de faire respecter les lois et la réglementation relative aux enfants ; pour autant, l'État manque de moyens pour lutter contre le trafic des femmes et des enfants.

Le pays est une source occasionnelle de femmes qui vont en Europe en qualité d'employées de maison mais deviennent objets d'exploitation sexuelle par la suite. Le pays a été un point de transit pour les enfants victimes de trafic, notamment des enfants du Mali qui sont souvent négociés pour la Côte d'Ivoire. Des enfants maliens sont aussi victimes de trafic à destination du pays. Au nombre des pays de destination des enfants objets de trafic, citons : le Mali, la Côte d'Ivoire, le Ghana et le Nigeria.

Les enfants visés par ce trafic sont soumis à des violences, à la maltraitance sexuelle, contraints à la prostitution et privés de nourriture, d'abri, de scolarisation et de soins médicaux. Des réseaux organisés de trafic des enfants sévissent à travers le pays. Une étude a identifié la présence de huit réseaux à Ouagadougou et de sept autres à Bobo-Dioulasso. Ces réseaux de trafic des enfants ont coopéré avec des bandes de contrebande organisées à l'échelon régional.

En janvier, le Directoire pour la Protection des enfants et des adolescents a publié un rapport compte tenu d'entretiens menés avec les 1 710 enfants objets de trafic interceptés par les services de la sécurité entre 2000 et 2003 : 45 p. cent étaient âgés de 12 à 15 ans et 80 p. cent n'avaient jamais fréquenté l'école. Ce rapport estime que 175 000 enfants âgés de 6 à 17 ans, travaillaient et vivaient séparés de leurs familles, dont 95 000 à l'étranger.

Dans le passé, certains enfants se sont rendus, à titre volontaire, en Côte d'Ivoire pour travailler comme journaliers agricoles dans le but d'échapper à la pauvreté prévalant chez eux. Dans d'autres cas, des enfants ont été appâtés par une offre de travail dans une plantation de Côte d'Ivoire, moyennant la promesse frauduleuse d'un salaire généreux, pour se retrouver contraints de travailler dans des conditions très dures, pour peu, voire pas d'argent. Quelques enfants ont été contraints de trimer de longues heures sans salaire, au motif qu'ils devaient rembourser le coût de leur transport en Côte d'Ivoire ainsi que la nourriture et le logement fournis à la plantation.

Pour autant, d'après Lutrena, une ONG locale qui a collaboré avec le Programme international pour l'abolition du travail des enfants (IPEC) et avec l'Organisation internationale du Travail (OIT) dans la lutte contre le trafic des enfants, le flux d'enfants se rendant en Côte d'Ivoire dans le but d'y travailler a reculé de manière marquée à la suite de la rébellion militaire de septembre 2002. Bon nombre de ces enfants qui travaillent seraient partis pour le Mali soit pour être employés dans des rizières, soit pour étudier dans des écoles coraniques ou encore pour rejoindre des pays côtiers comme le Bénin. D'après le ministère de l'Action sociale et de la Solidarité nationale, des éléments de la sécurité et des comités de surveillance du trafic à l'échelle régionale ont intercepté 644 enfants victimes de trafic en 2003.

Le gouvernement a collaboré avec des bailleurs de fonds internationaux et avec l'OIT aux fins de pallier le trafic des enfants, en partie en organisant des séminaires consacrés à la lutte contre ce trafic à l'intention des douaniers. Dans le courant de l'année, des services de la sécurité et des groupes de la société civile ont organisé des ateliers et colloques similaires. Par ailleurs, le gouvernement a institué des comités de veille dans certaines provinces où le trafic et le travail des enfants ont posé problème. Ces comités de surveillance ont inclus des représentants des branches concernées généralement par le travail des enfants (la filière coton, par exemple), la police, les ONG et les services d'assistance sociale. Un programme de l'IPEC destiné à empêcher le trafic des enfants aux fins de travail dans les plantations de coton a continué pendant l'année.

Personnes handicapées

Il n'y a pas eu de loi destinée à protéger les personnes handicapées de la discrimination et les défenseurs de ces personnes ont signalé que, dans bien des cas, elles sont désavantagées au plan social et économique. Il n'y a ni mandat public, ni législation imposant l'accessibilité des lieux aux personnes handicapées. Les programmes d'aide à ces personnes ont été limités. Les personnes handicapées qui sont désireuses et capables de travailler ont fréquemment découvert qu'il leur était difficile de trouver un emploi, y compris au sein de la fonction publique, en raison d'une attitude très enracinée au sein de la société selon laquelle ces personnes devraient être confiées aux soins de la famille et ne devraient pas entrer sur le marché du travail.

Autres cas de violences sociétales ou de discrimination

La discrimination de la société à l'encontre des homosexuels et des personnes atteintes du VIH/SIDA a posé problème.

Section 6 Droits des travailleurs

a. Droit d'association

La loi confère aux travailleurs, fonctionnaires y compris, le droit d'association et les travailleurs ont fait l'exercice de cette prérogative. Les travailleurs essentiels – la police, par exemple – n'ont pas le droit de se syndiquer. Quelque 85 p. cent de la population active pratique l'agriculture de subsistance. Sur les 15 p. cent restants, la moitié environ, travaillant dans le secteur privé, et 60 p. cent de la fonction publique, appartiennent à un syndicat.

b. Droit de se syndiquer et de négocier en vue d'une convention collective de travail

Les syndicats ont le droit de négocier directement une convention collective avec les employeurs et les associations du secteur au sujet des salaires et autres avantages sociaux et maints accords ont fait l'objet de pourparlers dans le secteur salarial moderne ; pour autant, ce secteur ne représente qu'un petit pourcentage des employés. Il n'y a pas de zones franches dans le pays.

La Constitution prévoit le droit de faire grève et les travailleurs ont exercé cette prérogative dans la pratique. Des grèves légales ont eu lieu dans le courant de l'année, dont un débrayage de trois jours à l'appel des travailleurs de la santé dans le but d'améliorer leurs rémunérations et conditions de travail. En mai 2003, toutes les grandes fédérations syndicales et des syndicats autonomes ont appelé à la grève, en partie pour protester contre la privatisation de sociétés semi-publiques ; aucune de leurs revendications n'a été satisfaite et quelques établissements publics et entreprises privées ont été fermés.

Au cours de l'année, le maire de la ville de Dedougou a circonscrit le déroulement d'un défilé syndical (cf. Section 2.b.).

c. Prohibition du travail forcé ou obligatoire

La loi prohibe le travail forcé ou obligatoire, dont celui des enfants ; pour autant, il a été signalé que des enfants étaient employés comme domestiques, loin de leur famille, en l'absence de tout statut et sans rémunération et que des fillettes étaient achetées pour effectuer des travaux ménagers (cf. Sections 5 et 6.d.). Le trafic des femmes et des filles a posé problème (cf. Section 5).

d. État actuel des pratiques de travail des enfants et âge minimum de l'emploi

Le Code du travail fixe l'âge minimal pour travailler à 14 ans ; toutefois, le travail des enfants a constitué un problème. S'agissant du travail domestique et agricole, la loi permet à un enfant âgé de moins de 14 ans de mener une activité salariée de durée limitée à 4 heures et demie au plus par jour ; pour autant, nombreux sont les enfants plus jeunes à travailler de plus longues heures. D'après une brochure publiée par le ministère du Travail en 2000, plus de la moitié des enfants travaillent, le plus souvent, en qualité de domestiques corvéables à merci ou dans le secteur agricole et minier, où les conditions de travail sont dures. Il n'est pas rare que les enfants travaillent aux côtés de leurs parents en région rurale ou dans des petites entreprises familiales d'un village ou d'une ville. En fait, la plupart des enfants ont commencé à travailler à un âge plus précoce encore dans de petites exploitations familiales d'agriculture de subsistance, au titre du système traditionnel de l'apprentissage et dans le secteur informel. Il n'a pas été

signalé de cas où des enfants de moins de 14 ans auraient été employés dans de grandes entreprises soit publiques, soient privées.

Le ministère de l'Emploi, du Travail et de la Jeunesse, lequel supervise les normes de travail, a manqué de moyens requis pour vérifier, comme il se doit, le respect de la réglementation sur la sûreté au travail et l'âge minimal d'embauche, même dans le secteur des petites entreprises.

L'administration a organisé des ateliers dans le courant de l'année et, en coopération avec les bailleurs de fonds, a lancé plusieurs campagnes de sensibilisation en vue d'informer des enfants et les parents des dangers qui se posent lorsque les enfants quittent le foyer pour aller travailler.

e. Conditions de travail acceptables

Le Code du travail prescrit un salaire mensuel minimal de 22 800 FC CFA (40 \$) dans le secteur formel, une rémunération qui ne s'applique pas à l'agriculture de subsistance. Le salaire minimal n'a pas assuré des conditions de vie décentes à un travailleur en milieu urbain et à sa famille. D'ordinaire, les salariés complètent leurs revenus en s'appuyant sur la famille élargie, l'agriculture de subsistance ou le petit commerce dans le secteur informel. Le Code du travail impose aussi une durée de travail hebdomadaire standard de 40 heures pour les travailleurs hors secteur domestique et de 60 heures pour les employés de maison. Il prévoit aussi des dispositions au sujet de leur sûreté et santé.

Un ensemble d'inspections menées par les fonctionnaires du ministère de l'Emploi, du Travail et de la Jeunesse ainsi que les tribunaux du travail sont chargés de surveiller le respect des normes de santé et de sûreté au travail, dans les petites sociétés industrielles et commerciales, mais ces normes ne s'appliquaient pas au secteur de l'agriculture de subsistance. L'administration a payé les retraites selon une échelle mobile, compte tenu de la durée d'ancienneté et du niveau de salaire de l'employé, à concurrence d'un plafond fixé par décret présidentiel en janvier 2003 à 599 070 F CFA (1 051 \$) par mois. Le corps d'inspecteurs du travail n'a pas disposé de ressources suffisantes pour accomplir ses devoirs avec efficacité. Chaque compagnie a été tenue d'instituer un comité de sûreté au travail. Lorsque le Bureau de l'inspection du travail déclare un lieu de travail dangereux, pour n'importe quelle raison, les travailleurs sont en droit de quitter le site en cause, sans voir leur emploi menacé. Il y a des raisons de croire que ce droit a été respecté dans la pratique ; toutefois, il est rare que le Bureau de l'inspection du travail ait rendu de telles conclusions.